Commune des Avirons

Extrait N° 2 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 05 février 2016

L'an deux mil seize, le 05 février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

15 FEV. 2016

que la convocation du Conseil a été faite le **26 janvier 2016** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **25.**

Le Maire,

MAIRIE DES AVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

Présents : M. MONDON René – Mme BAILLIF Line Rose – M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline – M. ESCHYLE Gilles – Mme CADAS Isabelle – M. BENARD Alex – Mme MARCHAND Gladys – M. RIVIERE Raphaël – Mme MEZINO Sylvaine – Mme HEBERT Monique – M. VLODY René – M. CASSAGNABERE Patrick – M. RIVIERE Lucien – Mme RIVIERE Suzette – M. FRINGUE Mikaël – Mme BARET Liliane – Mme LESQUELIN Nadia – M. RIVIERE Olivier – Mme DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia – Mme HOARAU Annie – M. FORT Paul – Mme CADERBY Colette – Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne

Absents : M. FERRERE Frédo – M. CANTINA Pierrot – M. SERMANDE Jean-Pierre – M. DENNEMONT Jean Daniel – Mme SILOTIA Natacha

Procuration : Mme JULLIEN Marie Josée a donné mandat à Mme LESQUELIN Nadia – **M. PAYET Fabrice** a donné mandat à M. VLODY René – **Mme ABELARD Isabelle** a donné mandat à M. BENARD Alex

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **Madame DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia est désignée pour en assurer les fonctions.

& &
&

AFFAIRE N° 2 / **Orientations budgétaires 2016**

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT amendé par la loi NOTRE du 07 août 2015 stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat.

En outre, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Doit y figurer notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

La délibération doit être transmise, en sus du représentant de l'Etat, au président de l'EPCI.

Dans ce cadre, pour l'année 2016, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

Le débat ne donne pas lieu à un vote.

RAPPORT D'ORIENTATIONS 2016

COMPTE PRINCIPAL

A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune (source INSEE)

La population légale totale 2012 entrée en vigueur au 1er janvier 2015 s'établit à **11 359** habitants. La densité de la population est de 425,6 (nombre d'habitants au Km²).

L'évolution annuelle moyenne de la population entre 2007 et 2012 est de l'ordre de plus **2,1% l'an**. En 2014, les naissances ont été de **144** et les décès de 56. Le nombre total de logements recensés en 2012 est de **4 418**.

Le taux d'activité des 15 à 64 ans s'établit à **71,2%.**

Au 31 décembre 2013, **775** établissements actifs sont dénombrés sur le territoire dont :

- ✓ Part de l'agriculture : 8,4%
- ✓ Part de l'industrie : 7%
- ✓ Part de la construction : 11,2%
- ✓ Part du commerce, transports et services : 50,7%
- ✓ Part de l'administration publique : 22,7%

B. Rappel du contexte

Le contexte budgétaire de la Commune est marqué par une rupture importante de ses recettes avec, dans le même temps, des dépenses en constante augmentation en raison de la situation économique et sociale, de la livraison de nouveaux équipements mais aussi des mesures nationales qui viennent imposer des charges supplémentaires telles que la mise en œuvre du PEDT, la revalorisation règlementaire des agents de catégorie C, la hausse des cotisations sociales (en augmentation constante depuis trois ans) etc…

Par conséquent, l'effet ciseau, c'est-à-dire la baisse rapide des recettes, conjuguée à une augmentation imposée des dépenses, est inéluctable. Pour réduire cet effet, à minima, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et la sollicitation maximale de subventions doivent constituer les fils conducteurs de la stratégie financière.

En dépit du contexte difficile, la Collectivité souhaite maintenir sa capacité d'investissement entre 4 et 6 millions d'euros sans augmenter les taux de fiscalité.

Elle doit toutefois faire face à :

- ✓ Une dotation de solidarité communautaire qui diminue de 70% en 2016 soit moins 466 473 euros et qui disparaitra totalement en 2017 (perte de recette totale de 666 390,00 euros).
- ✓ Une dotation forfaitaire qui diminue depuis 2014 soit une perte cumulée pour la Commune de 282 000 euros. Même si en 2016, une pause est confirmée, la perte

est déjà lourde de conséquence pour les recettes de fonctionnement. La reprise du mécanisme de contribution au déficit public en 2017 portera la perte de recette totale pour la commune à 688 000 euros.

- ✓ Enfin, dès le premier trimestre 2017, la question de la fin des emplois d'avenir se posera et notamment la problématique de la fin des remboursements de l'Etat soit un financement de l'ordre de 515 000 euros. L'hypothèse 2017 a été construite en conservant le remboursement. Des discussions devront être engagées avec les services de l'Etat, dès cette année, pour obtenir la possibilité d'un maintien de ces aides aux fins de ne pas mettre en péril le P.E.D.T.

Globalement, pour atténuer les impacts de ces pertes, la ville compte sur plusieurs éléments susceptibles d'amoindrir la diminution des recettes et ses conséquences mais pas de les compenser. Il s'agit notamment :

- ✓ d'une maîtrise poussée des dépenses de fonctionnement via une restriction des dépenses au strict minimum (exemples : réorganisation des dépenses culturelles, maîtrise de l'évolution des subventions aux associations, maîtrise des charges générales, limitation des recrutements..). L'objectif, pour 2016, étant de se cantonner à un objectif d'évolution des charges limité à 2%.
- ✓ d'escompter sur une dynamique des recettes issues de l'octroi de mer : pour 2016, on prévoit une augmentation de 4%.
- ✓ de prendre en compte les dispositifs législatifs tendant à dynamiser les dispositifs de péréquation de l'Etat ainsi que le FCTVA
- ✓ de privilégier pour les contrats aidés les typologies de public permettant des aides maximales
- ✓ de solliciter le bénéfice des fonds de soutien à l'investissement : demandes de subvention via les fonds tels que le F.E.I. ou la DETR, dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction
- ✓ de continuer à profiter des taux historiquement bas pour la négociation des enveloppes d'emprunts.
- ✓ Au vu du contexte économique et des difficultés rencontrées par les familles, la municipalité ne souhaite pas augmenter les taux d'imposition. La variation des recettes fiscales ne sera en conséquence liée qu'à l'évolution des bases estimée à 4% en 2016 soit un produit attendu de 2 063 000.

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

C. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée :

En dépenses réelles de fonctionnement :

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014		PROV 2015	PREV 2016	PREV 2017
Charges de personnel	5858	6221	6446	6597	7018	7912		8 438	8 737	8 871
Evolution		6,20%	3,62%	2,34%	6,38%	12,74%		6 ,65%	3,5%	1 ,54%
Charges à caractère général	2308	2356	2554	2604	2835	3095		3 315	3 381	3448
Evolution		2,08%	8,40%	1,96%	8,87%	9,17%		7,10%	2%	2%
Atténuation de produit	0	0	190	190	190	244		247	247	205
Contingent et participations	301	381	182	186	190	192		180	181	181
Subventions versées	551	523	591	586	500	501		459	399	399
Autres charges	112	142	152	157	148	178		181	181	181
Charges financières	308	322	342	352	326	328		304	320	330
Charges except	75	136	188	74	38	192		147	71	70
CH Réelles de fonctionnement	9513	10081	10645	10746	11245	12642		13 271	13517	13685
Evolution		5,97%	5,59%	0,95%	4,64%	12,42%		4,97%	1,85%	1,25%

En recettes réelles de fonctionnement

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014		PROV 2015	PREV 2016	PREV 2017
Octroi de mer	3 992	4 327	4 631	4 884	4 923	5 021		5 119	5 320	5 506
Evolution		8,39%	7,03%	5,46%	0,80%	1,99%		1,95%	4%	3,50%
Contributions directes	1 851	1 450	1 584	1 695	1 851	1 870		1 983	2 063	2 135
Evolution		-21,66%	9,24%	7,01%	9,20%	1,03%		6,04%	4%	3,5%
Taxes/ carburants	993	1 005	975	1 023	993	1 000		1 021	1 021	1 021
Autres impôts et taxes (dt DSC)	121	845	1 105	1 212	1 197	1 223		1 137	567	368
Evolution		598,35%	30,77%	9,68%	-1,24%	2,17%		-7,03%	-50,13%	-35,10%
S/T Impôts et taxes	6 957	7 627	8 295	8 814	8 964	9 114		9260	8971	9030
Evolution		9,63%	8,76%	6,26%	1,70%	1,67%		1,60%	-3,13%	0,65%
Dotation forfaitaire	1 416	1 501	1 531	1 543	1 558	1 472		1 276	1 262	870
Evolution		6,00%	2,00%	0,78%	0,97%	-5,52%		-13,32%	-1,10%	-31,06%
Compensations contrats aidés	1 112	1 013	1 064	1 162	1 116	1768		1 885	1 800	1800
Evolution		-8,90%	5,03%	9,21%	-3,96%	58,42%		6,62%	-4,51%	0%
Autres recettes *(dont DNP, fonds d'aide à la construction, fonds d'amorçage)*	398	708	669	928	1 354	1 105		1 557	1 557	1 557
S/T Dotations et participations	2 926	3 222	3 264	3 633	4 028	4 346		4 718	4 619	4 427
Evolution		10,12%	1,31%	11,31%	10,87%	7,88%		8,56%	-2,09%	-8,48%
Redevances	279	507	483	559	559	661		609	606	605
Evolution		81,72%	-4,73%	15,73%	0,00%	18,25%		-7,86%	0,00%	0,00%
Autres recettes	102	748	690	182	140	202		93	93	93
Evolution		630,39%	-7,78%	-73,97%	-23,08%	44,29%		-53,97%	0,00%	0,00%
TOTAL RRF	**10 264**	**12 101**	**12 732**	**13 158**	**13 691**	**14 323**		**14 682**	**14 294**	**13 961**
Evolution		**17,89%**	**5,21%**	**3,34%**	**4,05%**	**4,60%**		**+2,50%**	**-2,64%**	**-2,33%**

La perte des dotations a des conséquences importantes dès 2016.

Il apparait difficile de contraindre les dépenses de fonctionnement en deçà des pourcentages ci-dessus proposés.

Par ailleurs, la perte de la Dotation de Solidarité Communautaire de la CIVIS a un impact fort sur à la baisse des recettes. Des négociations urgentes sont à enclencher avec l'EPCI pour qu'un rétablissement soit envisagé.

En termes d'analyse budgétaire, ces hypothèses nous conduisent à :

	2010	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**Prov 2015**	**Prev 2016**	**Prev 2017**
Excédent brut de fonctionnement	2 262	2 519	2 823	2 704	2 135	1 478	1 168	676
Capacité d'autofinancement brute	**1 825**	**1 994**	**2 394**	**2 411**	**1 620**	**1 667**	**1 412**	**911**
Remboursement du capital de la dette	593	666	706	710	842	834	840	880
Epargne nette	**1 350**	**1 444**	**1 627**	**1 608**	**1 066**	**833**	**572**	**31**
Recettes propres d'investissement (hors subventions et hors emprunts)	1 146	583	1 121	796	917	879	1 121	780
Marge d'autofinancement	**2 496**	**2 027**	**2 748**	**2 404**	**1 983**	**1 712**	**1 693**	**811**

La simulation montre la baisse importante de notre marge d'autofinancement c'est-à-dire des possibilités extrêmement réduites pour la collectivité d'assurer sur ces ressources propres le financement de ses investissements une fois le remboursement de la dette effectué. Sur 2016, la marge d'autofinancement devrait représenter 28% du financement des réalisations prévisionnelles.

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

	2010	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**Prov 2015**	**2016**	**2017**
Dépenses d'investissement des chapitres 20,21 et 23	4 641	5 288	4 196	5 102	3931	5 677	6 000	4 000

En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :

	Prov 2015	**Prév 2016**	**Prév 2017**
Produit des emprunts	**550**	**1 000**	**1 000**
FCTVA	**509**	**867**	**550**
Taxe d'aménagement	**231**	**100**	**100**
FRDE	**139**	**154**	**130**
subventions	**1 754**	**2 500**	**1 972**
prélèvement		**1 585**	**900**
Excédent d'investissement prévisionnel n-1	**1 359**		
TOTAL	**4 542**	**6 206**	**4 652**

Pour 2015 :
Les restes à réaliser devraient s'élever :

- En dépenses à : 1 329 000
- En recettes à : 1 818 000

L'exécution en dépenses devrait s'établir :

- En investissement : les réalisations à environ 6 582 088 € et à 1 329 525 euros en restes à réaliser pour l'investissement
- En fonctionnement : 13 468 773 € pour les dépenses.

L'exécution des recettes devrait s'établir à :

- En investissement : 5 242 334 en recettes et à 1 817 958 euros en restes à réaliser.
- En fonctionnement : 14 693 181 euros en recettes

Pour 2015, la capacité d'autofinancement brute devrait avoisiner les 1667 000 euros. L'épargne nette devrait être de l'ordre de 833 000 d'euros et la marge d'autofinancement aux alentours de 1 700 000 euros.

Les opérations à retenir sur 2015 sont notamment :

- ✓ Les travaux de voirie (Modernisation du chemin Sincère Mazeau, aménagement de la voie de la zone AUS-zone avale, réfection du parking du cimetière, aménagement de l'entrée du chemin des ananas etc…) ;
- ✓ Les travaux de création de l'école du Ruisseau et la réhabilitation des réfectoires des écoles du Tévelave, de la maternelle et de l'élémentaire de Ravine Sèche ;
- ✓ Les acquisitions foncières et notamment l'achat d'un foncier à proximité de l'école de Ravine Sèche en vue d'y réaliser un parking ;
- ✓ L'avancement des études pour l'extension du cimetière et la création de la zone d'aménagement concertée de la zone AUs du Tévelave en amont.

D. S'agissant des effectifs communaux

Pour 2016, la gestion des ressources humaines va s'exercer dans un cadre budgétaire très rigoureux.

En effet :

- ✓ L'impact sur une année pleine des nouvelles activités périscolaires est désormais pris en compte
- ✓ Dans le cadre statutaire, il n'est pas prévu d'embauches nouvelles, si ce n'est dans le cadre d'activités de remplacements,
- ✓ En matière de contrats aidés, l'effectif existant est maintenu. Les seuls postes nouveaux à prévoir seront positionnés sur l'extension de l'école du Ruisseau à

savoir 2 emplois d'avenir pour l'animation, 05 CAE/CUI pour les aides maternelles et l'entretien.

L'augmentation prévisionnelle des dépenses sera limitée à 3,5%. Cette augmentation devrait permettre d'assurer la prise en charge du glissement vieillesse technicité (GVT) ainsi que l'augmentation des charges patronales et l'assurance.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

	2013	2014	2015
Titulaires	**88** 7 CAT A- 18 CAT B – 63 CAT C	**93** 9 CAT A- 17 CAT B – 67 CAT C	**92** 8 CAT A- 17 CAT B – 67 CAT C
CDI	**48**	**46**	**45**
CDD	**12**	**9**	**19**
Apprentis	**0**	**3**	**4**
Emplois d'avenirs	**5**	**31**	**28**
CUI/CAE	**153**	**144**	**152**
Effectif global	**306**	**326**	**340**

Le temps de travail :

- ✓ 176 personnes travaillent à temps complet
- ✓ 1 personne est en disponibilité
- ✓ 163 personnes sont à temps non complet avec annualisation

Les heures supplémentaires éventuellement effectuées donnent lieu à récupération.

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

NATURE	LIBELLES	2013	2014	% EV. 14/13	2015	% EV. 15/14		PREV 2016	% EV. 15/16	PREV 2017	% EV. 16/17
6218	*Autres personnels extérieurs*	5 318,52	5 879,94	10,56%	0,00	-100,00%		0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
6331	*Versement de transport*	67 783,00	97 904,00	44,44%	106 228,00	8,50%		107 821,42	1,50%	109 000,00	1,09%
6332	*Cotisations versées au FNAL*	21 594,00	24 495,00	13,43%	26 571,00	8,48%		28 000,00	5,38%	28 500,00	1,79%
6336	*Cotisations CNFPT et CDG*	50 740,46	53 699,58	5,83%	56 188,84	4,64%		57 031,67	1,50%	57 100,00	0,12%
64111	*Rémunération principale personnel titulaire*	1 651 515,11	1 871 156,02	13,30%	1 934 769,20	3,40%		2 052 486,00	6,08%	2 100 000,00	2,31%
64112	*NBI, supplément familial de trait.et ind. résidence personnel titulaire*	49 430,64	51 263,94	3,71%	60 797,73	18,60%		64 000,00	5,27%	65 000,00	1,56%
64118	*Autres indemnités personnel titulaire*	980 899,67	1 113 520,52	13,52%	1 149 324,73	3,22%		1 181 698,91	2,82%	1 200 000,00	1,55%
64131	*Rémunérations personnel non titulaire*	1 273 838,06	1 101 615,91	-13,52%	1 059 879,39	-3,79%		1 106 975,00	4,44%	1 120 000,00	1,18%
64162	*Emplois d'avenir*	50 441,90	315 421,48	525,32%	527 708,28	67,30%		550 000,00	4,22%	550 000,00	0%
64168	*Autres emplois d'insertion*	1 414 952,68	1 638 040,76	15,77%	1 762 789,06	7,62%		1 804 487,00	2,37%	1 830 000,00	1,41%
6417	*Rémunérations personnel non titulaire*	0,00	11 968,10	#DIV/0!	26 807,82	123,99%		0,00	-100,00%		#DIV/0!
6451	*Cotisations à l'URSSAF*	569 195,00	560 155,00	-1,59%	577 621,00	3,12%		596 000,00	3,18%	600 000,00	0,67%
6453	*Cotisations aux caisses de retraites*	603 336,97	724 475,37	20,08%	768 282,06	6,05%		780 000,00	1,53%	790 000,00	1,28%
6454	*Cotisations aux ASSEDIC*	172 777,00	193 632,00	12,07%	213 803,00	10,42%		221 286,00	3,50%	230 000,00	3,94%
6455	*Cotisations pour assurance personnel*	33 969,41	45 388,34	33,62%	46 319,44	2,05%		60 000,00	29,54%	60 000,00	0,00%
6456	*Versement au fnc du supplément familial*	54 066,12	54 269,06	0,38%	70 158,91	29,28%		75 000,00	6,90%	77 000,00	2,67%
6457	*Cotisations sociales liées à l'apprentissage*	736,00	650,00	-11,68%	1 561,00	140,15%		1 700,00	8,90%	1 700,00	0,00%
6472	*Prest. familiales directes*	25 521,20	23 965,63	-6,10%	21 704,34	-9,44%		23 000,00	5,97%	25 000,00	8,70%
6475	*Médecine du travail-pharmacie*	21 891,52	24 833,99	13,44%	26 971,69	8,61%		28 000,00	3,81%	28 500,00	1,79%
TOTAL		**7 048 007,26**	**7 912 334,64**	12,26%	**8 437 485,49**	6,64%		**8 737 486**	3,56%	**8 871 800,00**	1,54%

E. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette 2015 s'établit au 31 décembre à 9 653 903,01 euros soit 849,89 euros par habitant.

	2010	2011	2012	2013	2014	Prov 2015
Encours au 31/12	9 146	8 487	8873	10 133	9 291	9 653
CAF	1 825	1994	2 394	2 411	1 620	1667
Ratio de capacité de désendettement	5	4	4	4	6	6

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 6 995 771,58
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 2 658 131,43

L'encours se situe en dessous de la moyenne des villes de 10 000 à 20 000 habitants (moyenne des villes nationales 2014 : 965 euros/habitant).

Pour l'année 2016, l'annuité, sur la base de l'encours actuel, s'élèvera à :

- Capital : 830 532,48
- intérêts : 300 717,25

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

Pour ce qui concerne l'année 2016 :

Globalement, la Commune escompte sur un budget global annuel de 15 millions en fonctionnement et 7 millions en investissement.

En investissement les orientations proposées sont celles citées ci-dessous, en sachant que pour la plupart des opérations des dossiers de demandes de subventions ont été déposés ou sont en cours de constitution. L'engagement effectif des opérations restera conditionné à l'obtention effective des financements. A défaut, la Commune sera dans l'obligation de les décaler dans le temps. L'appel à l'emprunt, compte tenu de la réduction envisagée de la capacité d'autofinancement, devra être limité et en tout état de cause ne pas dépasser un million d'euros.

a. Finalisation des opérations portées en restes à réaliser pour un montant estimé à 1 329 525,00 notamment :
  - Les soldes sur les opérations de voirie et les travaux de réhabilitation des réfectoires ;
  - Le suivi des travaux pour l'extension du cimetière ;
  - Les acquisitions foncières.

b. En opérations nouvelles, il s'agira notamment, d'enclencher :

➢ <u>En Entretien et travaux de maintenance</u>
- Poursuite des divers travaux de modernisation du patrimoine routier : 300 000 (Sentier Nénel, Assainissement pluvial chemin du Cap bas, chemin Parc à Moutons, impasse des dattiers…)
- Poursuite des travaux de modernisation du patrimoine bâti : 400 000 (Réhabilitation ex local ARAST, modernisation accueil Mairie)

<u>En foncier</u> :
- Paiement des différents portages des terrains par l'EPFR : 181 000

➢ <u>En travaux</u> :
- Travaux pour la modernisation des chemins Labrune et bellevue : 1 000 000
- Travaux d'extension de l'école primaire du Ruisseau : 900 000
- Etudes et travaux de mise en accessibilité : 250 000
- Travaux extension du cimetière : 2 800 000
- Participation au déficit de la ZAC zone AUs : 1 085 000
- Travaux de mise en œuvre d'un gazon synthétique pour le terrain du Ruisseau : 80 000
- Etudes pour la création de parking école de la Ravine sèche : 30 000

➢ <u>En équipements, mobilier et matériels divers</u>
- Mobilier pour les écoles et les restaurants : 200 000
- Mobilier et équipement pour les services communaux : 150 000

c. Pas d'engagements pluriannuels

Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à débattre des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2016.

Après discussions, les **orientations budgétaires 2016** sont fixées telles que présentées ci-dessus tant pour le fonctionnement que pour l'investissement.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire,



Tableau Prévisionnel
Compte Administratif Exercice 2015 (31/12/2015)

Exercice	Dette en capital au 1er Janvier	Tirage	Amortissement	Remb. Avec Flux	Remb. sans Flux	Intérêts	Frais	Annuité	Dette en capital au 31 Décembre	Charge Intérêts	ICNE	ICNE N-1
2015	9 937 885,76	550 000,00	833 982,75	0,00	0,00	303 687,15	0,00	1 137 669,90	9 653 903,01	303 687,15		
2016	9 653 903,01	0,00	830 532,48	0,00	0,00	300 717,25	0,00	1 131 249,73	8 823 370,53	300 717,25		
2017	8 823 370,53	0,00	799 945,89	0,00	0,00	279 266,89	0,00	1 079 212,78	8 023 424,64	279 266,89		
2018	8 023 424,64	0,00	807 345,55	0,00	0,00	253 240,33	0,00	1 060 585,88	7 216 079,08	253 240,33		
2019	7 216 079,08	0,00	815 670,32	0,00	0,00	226 636,80	0,00	1 042 307,12	6 400 408,76	226 636,80		
2020	6 400 408,76	0,00	798 235,52	0,00	0,00	199 657,47	0,00	997 892,99	5 602 173,24	199 657,47		
2021	5 602 173,24	0,00	817 758,63	0,00	0,00	172 528,53	0,00	990 287,16	4 784 414,61	172 528,53		
2022	4 784 414,61	0,00	762 908,05	0,00	0,00	144 828,46	0,00	907 736,51	4 021 506,57	144 828,46		
2023	4 021 506,57	0,00	781 572,24	0,00	0,00	119 148,48	0,00	900 720,72	3 239 934,33	119 148,48		
2024	3 239 934,33	0,00	593 420,04	0,00	0,00	94 556,20	0,00	687 976,24	2 646 514,29	94 556,20		
2025	2 646 514,29	0,00	581 220,78	0,00	0,00	74 949,37	0,00	656 170,15	2 065 293,51	74 949,37		
2026	2 065 293,51	0,00	545 871,65	0,00	0,00	56 776,48	0,00	602 648,13	1 519 421,86	56 776,48		
2027	1 519 421,86	0,00	528 578,00	0,00	0,00	39 105,08	0,00	567 683,08	990 843,86	39 105,08		
2028	990 843,86	0,00	369 746,97	0,00	0,00	21 975,57	0,00	391 722,54	621 096,89	21 975,57		
2029	621 096,89	0,00	198 751,30	0,00	0,00	12 374,85	0,00	211 126,15	422 345,59	12 374,85		
2030	422 345,59	0,00	104 635,87	0,00	0,00	7 266,50	0,00	111 902,37	317 709,72	7 266,50		
2031	317 709,72	0,00	62 469,74	0,00	0,00	5 559,92	0,00	68 029,66	255 239,98	5 559,92		
2032	255 239,98	0,00	62 996,53	0,00	0,00	4 466,70	0,00	67 463,23	192 243,45	4 466,70		
2033	192 243,45	0,00	63 532,55	0,00	0,00	3 364,26	0,00	66 896,81	128 710,90	3 364,26		
2034	128 710,90	0,00	64 077,94	0,00	0,00	2 252,44	0,00	66 330,38	64 632,96	2 252,44		
2035	64 632,96	0,00	64 632,96	0,00	0,00	1 130,99	0,00	65 763,95	0,00	1 130,99		
		550 000,00	10 487 885,76	0,00	0,00	2 323 489,72	0,00	12 811 375,48		2 323 489,72	0,00	0,00